

Arrêté préfectoral n° 0448 du 29 avril 2021

mettant en demeure la société MARNAY ENERGIE de respecter les prescriptions réglementaires relatives aux rejets conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Feux

**La Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 27 décembre 2018 du président de la République portant nomination de madame Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 autorisant l'exploitation de l'unité de biométhanisation et de co-génération de la société MARNAY ENERGIE SAS sur la commune de Feux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DDCSPP-142 du 9 octobre 2014 autorisant la société MARNAY ENERGIE à modifier les conditions d'exploitation de ses installations de méthanisation et de co-génération implantées au lieu-dit "Marnay" sur la commune de Feux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-DDCSPP-035 du 14 mars 2017 autorisant la société MARNAY ENERGIE exploitant une unité de méthanisation au lieu-dit « Marnay » sur la commune de Feux, à exploiter des installations de stockage de digestats liquides en dehors du périmètre de son établissement et à épandre des digestats liquides et solides sur des terres agricoles dans le département du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-31 du 14 janvier 2021 accordant délégation de signature à madame Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 5 novembre 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 janvier 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 2 février 2021 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 31 mars 2021 ;

Considérant que lors de la visite du 5 novembre 2020 l'inspecteur de l'environnement a constaté que les rejets de la cogénératrice (conduit n°1) dépassent les valeurs limites d'émission en concentration en COV_{nm} et en méthane, en 2019 et 2020 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 modifié par l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2014 précité ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MARNAY ENERGIE de respecter la valeur limite en COV_{nm} fixée à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 modifié par l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2014 précité ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société MARNAY ENERGIE, dont le siège social est situé à Feux (18300), lieu-dit "Marnay", est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Feux, lieu-dit "Marnay", les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 modifié par l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DDCSPP-142 du 9 septembre 2014 en respectant, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les valeurs limites d'émission en concentration en COV_{nm} au rejet la cogénératrice (conduit n°1).

ARTICLE 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le maire de la commune de Feux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

signé

Régine LEDUC